



**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE  
DU BURKINA FASO**

---

**« PRODUCTION, TRANSFORMATION ET  
COMMERCIALISATION DU TEXTILE TRADITIONNEL  
AFRICAIN POUR LE MILIEU SCOLAIRE : DEFIS,  
OPPORTUNITES ET PERSPECTIVES »**

---

mars 2018

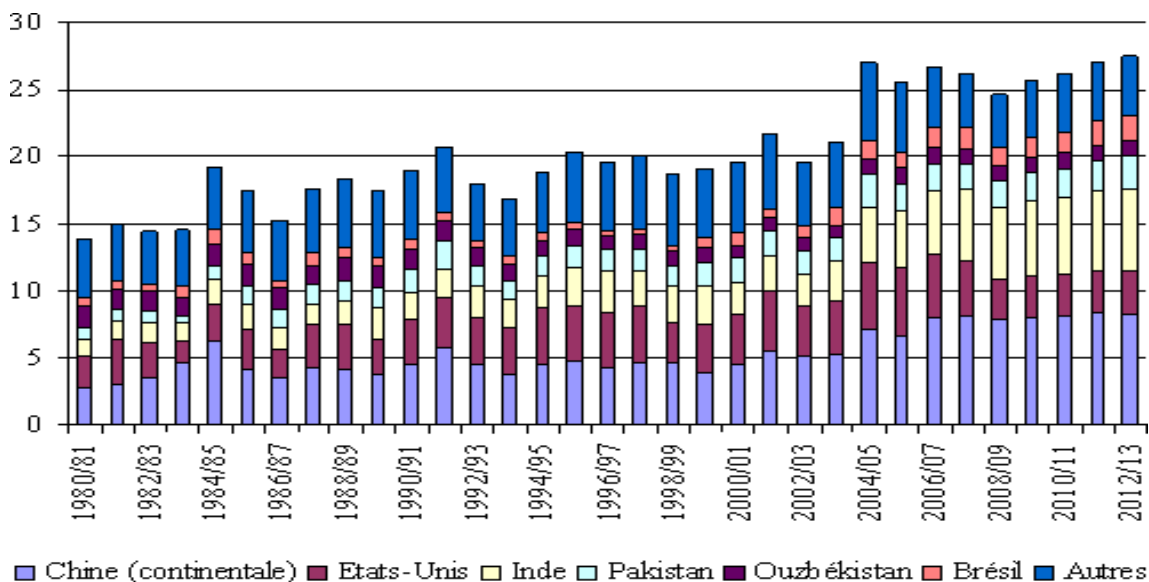
## 1. Introduction

Depuis la fin des années 1970, marquée par de fortes sécheresses un peu partout de par le monde et particulièrement en Afrique au Sud du Sahara, on assiste à une baisse tendancielle de la part du coton dans la consommation mondiale de fibres de coton au profit des dérivés chimiques du pétrole. Si en 1960 la part du coton s'élevait à **68,3% contre 21,8%** pour les textiles dérivés, en 2002 déjà cette tendance était à l'inversion : **39,7% contre 57,7%**. Ainsi donc la part du coton dans le secteur du textile a été divisée par 4 au cours des 50 dernières années, réduisant du même coup les marges de manœuvre des pays producteurs d'Afrique, où la transformation primaire et ou secondaire est quasi inexistante, comme au Burkina Faso.

Malgré cette situation, il n'en demeure pas moins historiquement le coton est la première source de fibres naturelles utilisées au niveau international depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle. Il constitue pour la majeure partie des pays en développement, qui le cultivent et le transforment, une base vitale d'emplois et de développement, avec une hausse des superficies emblavées (22,3 millions d'hectares en 1945/46 contre 34,8 millions d'hectares en 2006/07) et des rendements par unité de surface (de 0.2 tonnes par hectare à 0.8 tonnes par hectare selon les chiffres du CCIC).

En 2007, environ 90 pays produisaient du coton de par le monde et quatre pays (la Chine, l'Inde, les Etats-Unis et le Pakistan) produisaient pour près des trois quarts (75%) des volumes mondiaux.

**Graphique 1 : Evolution de la production mondiale ainsi que nationale des principaux pays producteurs sur la période 1980/81-2012/13 en millions de tonnes**



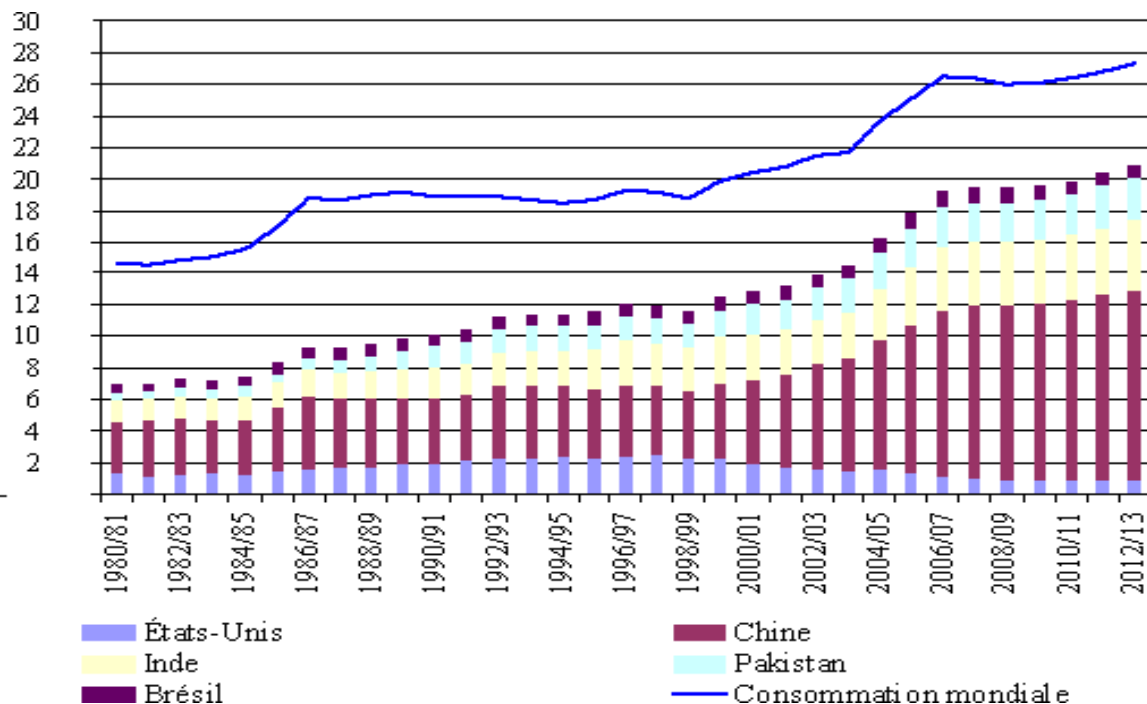
Source: Secrétariat de la CNUCED d'après les statistiques du Comité consultatif international du coton (CCIC)

Si la production a connu un boom certain depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la consommation internationale de fibres de coton a, elle aussi, progressé au même rythme que celui de la production, c'est à dire de 2% par an environ. C'est au cours des décennies 1950 et 1980 que la hausse de la consommation a été la plus forte avec des taux annuels moyens de 4,6% pour la décennie 1950 et de 3% pour les années 1980. Cette augmentation de l'utilisation de la fibre de coton est surtout le fait des pays en développement et ce phénomène va en se renforçant depuis le début des années 2000. Alors que les pays en développement représentaient environ **68%** des utilisations mondiales entre 1980/81 et 1998/99, ce pourcentage a dépassé **les 80%** à partir du début des années 2000, **les 90%** dès la campagne 2006/07 et se situerait, selon les estimations réalisées à partir des chiffres du CCIC, autour de **90,93%** de nos jours.

Ce déplacement des utilisations de fibres de coton des pays développés vers les pays en développement s'explique en grande partie par la hausse très importante des coûts de la main d'œuvre dans l'industrie textile des pays développés qui a eu pour conséquence une délocalisation de cette industrie dans certains pays en développement (notamment asiatiques et du Maghreb, mais aussi africains) où le coût du travail est plus faible et les législations sociales plus flexibles.

Afin de répondre à la demande relative à l'exportation de textiles, c'est le Pakistan qui a connu la plus forte progression des volumes de coton consommés, avec une consommation multipliée par 6 sur la période, comparativement aux quatre autres gros consommateurs de fibres (Chine, Etats Unis, Inde et Brésil).

**Graphique 2 : Evolution de la consommation mondiale ainsi que des consommations nationales des principaux pays consommateurs entre 1980/81 et 2012/13 en millions de tonnes**



Source : Secrétariat de la CNUCED d'après les statistiques du Comité consultatif international du coton (CCIC)

## 2. Le contexte sous régional et national

### 2.1. Agenda coton de l'UEMOA

C'est pour trouver une solution aux difficultés rencontrées par la filière coton dans les pays producteurs de l'espace communautaire UEMOA et qui mettait en péril les équilibres macro-économiques de pays comme le Burkina Faso, le Mali et dans une moindre mesure le Bénin, le Togo et la Côte d'Ivoire, que le Conseil des Ministres Sectoriel de l'UEMOA, en sa **réunion du 18 Juin 2003 à Ouagadougou**, a pris la décision relative à la mise en place d'une stratégie régionale et d'un plan d'action appelé « Agenda pour la compétitivité de la filière coton-textile dans l'UEMOA ». Cet Agenda a été adopté par **Décision N°015/2003/CM/UEMOA du 22 décembre 2003**.

Son objectif était et est de « **donner au coton de la sous-région et à ses dérivés une réelle compétitivité sur le marché mondial afin qu'elle contribue à la réduction de la pauvreté des populations de nos pays à l'horizon 2020 [...], l'objectif central demeurant la transformation de 25% de la production annuelle de la fibre de coton de l'espace d'ici à 2020.** »

Les deux axes fondamentaux de l'Agenda portent sur :

- la création et la mise en place d'un **fonds régional de promotion de la production et d'incitation à la transformation locale, qui n'a malheureusement pas vu le jour ;**
- la création et la mise en place d'un fonds régional d'investissement pour le développement de l'industrie textile de l'UEMOA.

Pour inciter à la transformation locale de la fibre de coton, les différentes études réalisées à ce jour ont proposé deux mesures phares visant la réduction du déficit de compétitivité, l'assainissement du climat des affaires, la promotion commerciale et le renforcement des capacités de production. C'est ainsi que :

1. Pour réduire le déficit de compétitivité, il a été retenu de faire des efforts en vue de **revoir à la baisse le coût de l'énergie** qui est chère, rare et de mauvaise qualité. En attendant de résoudre les questions de disponibilité et de qualité de la fourniture, les experts sont unanimes pour proposer une détaxation des prix de l'électricité (et de l'eau) pour les industries textiles, afin de s'approcher globalement d'un coût unitaire motivant et proche des standards internationaux.
2. La seconde mesure phare, de réduction du déficit de compétitivité est proposée sous la forme d'une **décote de 30% environ par rapport au cours mondial de la fibre**, sur le prix de cession du coton aux filatures installées dans l'Union, sans impact sur le revenu des producteurs.

**Au Burkina Faso**, le Gouvernement à travers plusieurs initiatives (adoption du document de planification stratégique coton, appui à la libéralisation de la filière, réorganisation des sociétés d'Etat de production et de distribution d'électricité...) a fait un effort pour appliquer l'ensemble de ces mesures au profit des différents acteurs de la filière à travers la signature de **contrats plans ou de protocole d'entente**.

## 2.2. La production cotonnière au Burkina Faso

Au Burkina, la culture du coton est pluviale et est pratiquée par des exploitations agricoles de type familial, **cultivant en moyenne 8,41 hectares toute spéculation confondue** avec des extrêmes allant de 2,94 et 62,83 hectares. **1 à 2 hectares en moyenne sont consacrés annuellement au coton.** C'est donc des exploitations de petites tailles avec une population en moyenne de 12 personnes dont 8 sont des actifs agricoles, qui assurent l'essentiel de la production de coton, pour un total compris entre 2,5 et 3 millions de personnes concernées par la production cotonnière.

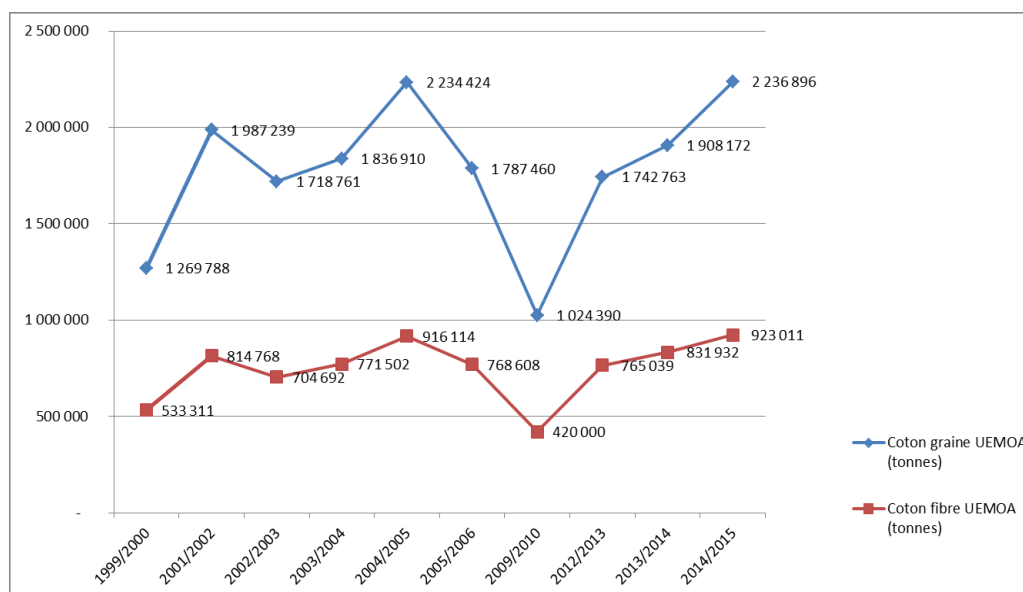
Les producteurs, principaux acteurs de la filière, sont organisés en groupement suivant les dispositions de la **loi 14/99/AN portant réglementation des sociétés coopératives et groupements au Burkina Faso, du 15 avril 1999.** Soucieux de la promotion d'organisations professionnelles agricoles fortes, le Gouvernement a entrepris en 1996 de mettre en œuvre un vaste mouvement de restructuration du monde de la production de coton, qui connaîtra son épilogue le **15 avril 1998 avec la création de l'Union nationale des producteurs de coton du Burkina (UNPCB).**

Au total, on dénombre 12 250 GPC comptant entre 15 et 50 membres chacun. Quant aux UDPC, elles sont au nombre de 280 et les UPPC (créées en 2005) au nombre de **36 sur les 45 provinces** que compte le pays.

## 3. La production de coton

Malgré les graves dysfonctionnements que la filière a connus, la production cotonnière a été multipliée par 5 et les rendements par 2, propulsant ainsi la zone UEMOA au rang d'exportatrice majeure de coton fibre dans le monde. La production de coton fibre a atteint son point culminant de 916 114 tonnes de fibre en 2005 avant de s'effondrer à 420 000 tonnes en 2010. Depuis, elle remonte progressivement et a atteint 923 011 tonnes en 2015 (2 204 573 tonnes de coton graine, soit un peu 7,5% de la production mondiale) réalisées à 93,9% par quatre (4) pays que sont le Burkina Faso (29,7%), le Mali (24,9%), la Côte d'Ivoire (21,0%) et le Bénin 18,1%. Le graphique 3, ci-après présente, malgré l'embellie que l'on constate depuis quelques années, l'évolution erratique de la production de coton dans les États membres de l'UEMOA de 2000 à 2015.

**Graphique 3 : Evolution erratique de la production de coton dans l'espace UEMOA (2000-2015)**



**Source :** Rapports des Organisations interprofessionnelles cotonnières nationales, sociétés cotonnières nationales, Commission de l'UEMOA, CCIC, Banque africaine de Développement et Banque mondiale

Le coton burkinabè, avec une production annuelle record de 712 000 tonnes atteinte lors de la campagne 2005-06, qui sera battue cette année avec une production attendue de plus de 800 000 tonnes, contribue à environ 4% du PIB du pays. En moyenne, les produits de coton ont contribué à 70% des exportations du pays sur la période 1999-2005, avec un record de 77,3% atteint en 2004 et ont permis d'enregistrer au titre de la balance commerciale du Burkina Faso, quelques 160 milliards de francs CFA de recettes.

Dans le cadre de l'analyse de l'impact de la production du coton sur la lutte contre la pauvreté, des enquêtes sur le revenu des ménages, conduit par l'INERA en 2005, sont parvenues à la conclusion que 65% des revenus monétaires des ménages proviennent du coton et les producteurs de coton sont considérés comme des exploitants riches.

Lorsque que l'on s'intéresse à l'analyse du mode d'utilisation des ressources tirées de la production cotonnière, on s'aperçoit que 31% desdits revenus sont utilisés pour les dépenses agricoles, 41% pour la construction de maisons et l'acquisition des biens de luxe (cyclomoteurs, vélo, radio, meubles), 15% pour les dépenses sociales (mariages, funérailles, etc.), 9% pour les achats généraux (nourriture, médicaments, etc.) et 4% pour les autres dépenses (INERA, 2005), preuve s'il en est de la place et du rôle de moteur de la croissance et du bien-être des populations que joue le coton.

**Tableau 1 : Superficies, production, rendement coton au Burkina Faso (2010 – 2015)**

| Campagnes                            | 2010/11 | 2011/12 | 2012/13 | 2013/14 | 2014/15 | 2015/16* |
|--------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|----------|
| Superficies emblavées corrigées (Ha) | 422 820 | 429 380 | 591 058 | 645 373 | 660 592 | 557 294  |
| Production coton graine (T)          | 388 867 | 417 127 | 600 750 | 650 315 | 707 012 | 562 709  |
| Rendement moyen (Kg/ha)              | 920     | 971     | 1 016   | 1 008   | 1 070   | 1 010    |

▪ \*Campagne 2015/16 = estimation production zone SOFITEX uniquement

Source : Compilation rapports SOFITEX, direction des statistiques

## 4. La transformation de la fibre de coton

Seulement moins de 1% de la production de fibre fait l'objet de transformation locale par des filateurs traditionnels (besoins des communautés de base), semi-artisanal (avec la création de l'unité de tissage à travers le projet pour le développement de la transformation industrielle et artisanale du coton au Burkina Faso, mis en œuvre par l'ONUDI) et moderne '(FILSAH) installé à Bobo Dioulasso. Ce dernier segment de transformation a connu un regain d'intérêt au début de la décennie 2000 avec la réouverture de l'ex FASO FANI sous le nom de FASOTEX, avec pour objectif de produire dans un premier temps uniquement des imprimés en attendant la remise en service des sections filature et tissage. Cependant au fil des ans cet objectif n'a pu être atteint et l'unité est à l'arrêt en attendant que l'Etat et les promoteurs ne trouvent un accord qui permettrait de mettre en place l'accompagnement attendu de l'Etat.

A côté de cette transformation de la fibre, la valorisation locale de la graine de coton a pris de l'ampleur depuis 2000 avec la création de plus d'une centaine d'huileries fonctionnant avec ou sans autorisation du Ministère du Commerce, de l'industrie et de l'Artisanat en charge du développement industriel. Ces huileries, dont les plus grandes sont membres du Groupement Professionnel des Industriels (GPI), se sont regroupées à partir de 2002 au sein de 2 structures dont la plus importante est le Groupement des transformateurs des produits oléagineux du Burkina (GTPOB) qui compte une cinquantaine de membres et dont le siège est à Bobo. Ce secteur connaît un fort dynamisme avec la création chaque année d'une dizaine d'unités artisanales ou semi-industrielles qui fonctionnent pour la très grande majorité dans l'illégalité.

Cette situation a du reste contraint les pouvoirs publics à adopter en 2012 un cahier des charges applicable aux huileries et des règles plus strictes de délivrance des autorisations d'implantation. Ces mesures considérées comme restrictives par certains opérateurs ont obligé bon nombre à s'installer dans la clandestinité ou à délocaliser leurs installations en territoire malien, où ils ont obtenu des concessions d'implantation.

La cession de la graine de coton à ces unités a permis aux sociétés cotonnières de minimiser leurs pertes liées à la vente de la fibre. Au-delà de l'huile alimentaire mise sur le marché, ces unités vendent des huiles brutes aux savonneries artisanales, qui se sont développées à profusion dans le sillage des huileries, et du tourteau de coton, destiné en priorité à l'alimentation des animaux ruminants et monogastriques.

### **4.1. Le textile traditionnel africain**

Dans l'optique de répondre à la thématique de la communication de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso, que les organisateurs du SITA nous ont soumis, à savoir « Production, transformation et commercialisation du textile traditionnel africain pour le milieu scolaire : Défis, opportunités et perspectives », il importe de s'intéresser aux acteurs dudit secteur, avant d'envisager les défis, opportunités et perspectives que l'utilisation du textiles traditionnel africain en milieu scolaire va engendrer.

Le secteur de l'artisanat comprend plus de **110 métiers**, classifiés en neuf corporations de métiers (métier du textile et de l'habillement). Regroupés au sein de la Chambre des Métiers de l'Artisanat (CMA-BF), ces acteurs sont organisés autour de fédérations,



d'associations, de groupements et de coopératives. Dans les métiers du textile, les femmes ou leurs organisations prédominent.

Cependant selon le dernier recensement réalisé en 2004 dans le cadre de l'élaboration du cadre stratégique pour le développement de la filière coton au Burkina Faso, le Burkina Faso, comptait environ **49 900 tisserands** (29 400 hommes et 20 500 femmes) et 2 700 teinturiers (2 200 hommes et 500 femmes) avec en moyenne **3 à 5 apprentis**. Quant aux métiers de la couture, elle est très développée dans les centres urbains et semi urbains et une ville comme Ouagadougou compte **plus de 10 000 couturiers**. **Avec ces données, le secteur informel représente plus de 80% du secteur de la transformation du coton.**

### 1. Les défis et les perspectives de la production de fil

Au Burkina Faso, à peine 2% de la production fait l'objet effective de transformation, loin, voire très loin des objectifs de l'agenda coton textile de l'UEMOA. Cela dit au regard des efforts d'augmentation de la production de coton graine et partant du disponible de fibre, il est illusoire de penser atteindre l'objectif de 25% de transformation locale de cette dernière.

Cependant, il est important pour le Burkina Faso de s'inscrire dans cette perspective en mettant en place des outils d'accompagnement technique, technologique, financier et institutionnel, pour booster la transformation de la fibre. C'est le lieu de saluer les efforts du Gouvernement et du secteur privé national qui ont permis de montrer qu'il est possible de disponibiliser le fil à partir de la production nationale et de relancer ainsi un secteur du tissage qui était à l'agonie.

Aujourd'hui environ 2 500 tonnes de fils sont transformées chaque année en pagne « FASO DANFANI » qui fait la fierté de notre pays et en prenant la décision, sous la transition d'encourager son port à l'occasion du 8 mars, journée internationale de la femme, le Gouvernement s'inscrit dans la dynamique de l'Agenda.

#### a. Les défis de la production de fil

La disponibilité de fil est aujourd'hui assurée par la Filature du Sahel, installée à Bobo Dioulasso.

Tableau 2 : Récapitulatif de la production de de FILSAH

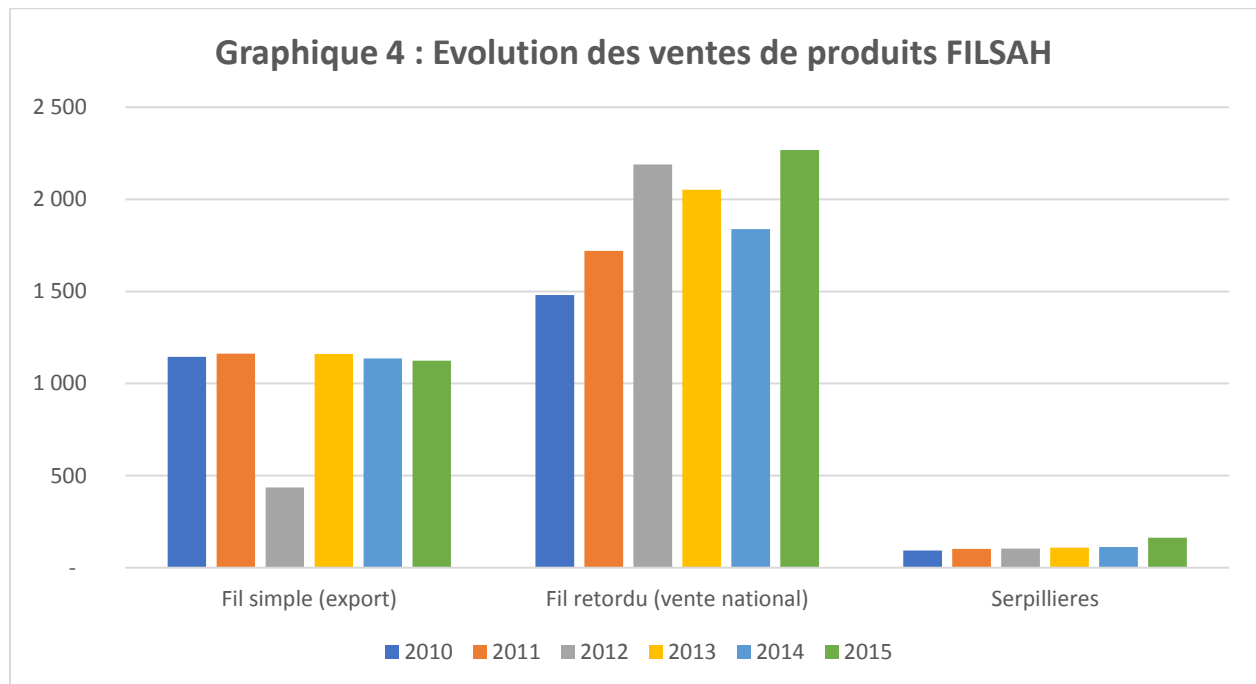
| Désignation des types de produits fabriqués | 2010         | 2011         | 2012         | 2013         | 2014         | 2015         |               |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
|   | Qantité (T)  | Qantité (T)  | Qantité (T)  | Qantité (T)  | Qantité (T)  | Qantité (T)  | pourcentage   |
| Fil simple                                  | 1 145        | 1 163        | 436          | 1 160        | 1 136        | 1 124        | 31,64%        |
| <b>Fil retordu</b>                          | <b>1 481</b> | <b>1 721</b> | <b>2 190</b> | <b>2 052</b> | <b>1 839</b> | <b>2 267</b> | <b>63,81%</b> |
| Serpillieres                                | 93           | 102          | 103          | 109          | 112          | 162          | 4,56%         |
| <b>TOTAL</b>                                | <b>2 719</b> | <b>2 986</b> | <b>2 729</b> | <b>3 321</b> | <b>3 087</b> | <b>3 553</b> |               |

Source : diagnostic de la situation des industries textiles de la zone UEMOA, rapport Burkina Faso, BRMN, décembre 2015



Il faut préciser que le fil retordu est vendu exclusivement sur le marché national, à l'usage des artisans.

A la lecture du tableau, il apparaît que le fil retordu, utilisé par les artisans représente 63,81% de la production de la filature du sahel. Au cours des années sous revue, cette proportion a connu une croissance continue passant de 54% environ en 2010 à 64% en 2015, avec un pic de 80% observé en 2012, quant à la mise en œuvre du contrat plan, il a atteint sa vitesse de croisière.



Source : diagnostic de la situation des industries textiles de la zone UEMOA, rapport Burkina Faso, BRMN, décembre 2015

La situation de cette entreprise, prouve s'il en est besoin, qu'il est possible, lorsque l'Etat et le secteur privé s'engage ensemble à assurer le développement, que des résultats fort intéressants peuvent être atteints.

En disponibilisant le fil, la FILSAH a permis le développement d'un artisanat fort du textile traditionnel, avec aujourd'hui des grossistes très impliqués dans la distribution, des tisseuses et associations de tisseuses très actives dans la vulgarisation du « FASO DANFANI -FDF- » et des professionnels de la confection qui ont travaillé à redonner au textile africain toute sa noblesse.

Cette disponibilité du fil, couplé à l'engouement pour le FDF, a permis à la naissance de nombreuses manifestations de vulgarisation et de promotion du « produit » tel le DANFANI FASHION, le SITA....

Au fil des ans et de la disponibilité de la matière première (fil), dont l'offre peut être améliorée, on a assisté au développement de nouveaux ateliers de tissage, à la renaissance ou à la revitalisation d'anciens centres de tissage. Cette nouvelle dynamique

a fait naître un besoin croissant de fil que FILSAH pourrait fournir pour peu qu'elle ait accès à la fibre de coton et surtout à de nouvelles ressources financières pour investir dans son outil de production. En attendant cela, avec ses partenaires elle est en train d'investir dans l'externalisation du retordage, pour augmenter l'offre de fil retord utilisé dans les ateliers de tissage artisanaux.

Cependant l'arbre ne doit pas cacher la forêt. S'il est possible d'augmenter l'offre nationale de fil, cela ne peut se faire durablement, dans une perspective de construction d'un marché intérieur de la consommation, sans la prise en compte d'un certain nombre de difficultés, parmi lesquelles on peut citer la question de la disponibilité de la matière première et le coût de l'énergie.

Tableau 3 : Récapitulatif du poids des principales charges de production du fil OPEN  
END

| Grands postes de dépenses        | 2010          | 2011          | 2012          | 2013          | 2014          | 2015          | MOYENNE       |
|----------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Matière première de base (coton) | 45,68%        | 43,04%        | 38,11%        | 48,32%        | 46,11%        | 43,60%        | 44,14%        |
| Electricité                      | 18,19%        | 18,32%        | 13,62%        | 13,13%        | 11,59%        | 11,07%        | 14,87%        |
| Ressouces humaines               | 10,68%        | 9,02%         | 9,10%         | 8,37%         | 9,41%         | 7,28%         | 8,97%         |
| <b>TOTAL</b>                     | <b>74,55%</b> | <b>61,36%</b> | <b>60,83%</b> | <b>69,82%</b> | <b>55,52%</b> | <b>61,95%</b> | <b>67,98%</b> |

Source : diagnostic de la situation des industries textiles de la zone UEMOA, rapport Burkina Faso, BRMN, décembre 2015

En effet une analyse rapide fait ressortir que ces deux postes de charge représentent environ 60% des charges de production. Aussi dans la perspective de pouvoir offrir au 3 millions environ d'enfants scolarisés dans tous les ordres d'enseignement y compris dans les universités, écoles et centre de formation supérieure, il faudrait au moins multiplier par deux l'offre actuelle de fil.

En considérant qu'il faut environ **650 grammes de fil pour faire un pagne et que chaque scolaire devrait pouvoir disposer d'au moins deux (2) chemises ou robes pour l'année scolaire** (pratique largement rependue dans les établissements ayant recourt à la tenue), il faudrait donc **1 300 grammes par scolaire**. De fait, il faudrait produire **4 000 tonnes de fil additionnel pour faire face à une telle demande**.

Cela est possible et pour **rendre le fil accessible (décote de 30% sur le coût accès à la fibre)** et permettre ainsi à tous les ménages d'offrir des chemises et robe « FDF » à leur enfant, il importe de faciliter l'accès à la fibre pour les filatures et **surtout de baisser (45 FCFA du KW contre 86 FCFA en moyenne aujourd'hui)** et **d'améliorer grandement la qualité de l'énergie disponible**.

En jouant sur ces deux tableaux, nous pensons que nous pouvons envisager sereinement de produire pour divers besoin, journée de la femme, fête de l'indépendance, journées nationales du paysan et des jeunes, ... et de manière tout à fait spécifique pour les besoins de tenues scolaires.

Les nouveaux projets d'investissement dans le secteur avec l'appui et l'accompagnement de l'Etat devraient faciliter l'atteinte de ces objectifs et envisager plus sereinement la diversification de l'offre de produit à base du coton du Burkina Faso.

*b. Le défis du tissage*

Plusieurs études ont attribué l'origine de l'activité de tissage en Afrique de l'Ouest aux tisserands Maabube Peulh du Mont Aïr (situé dans le Niger actuel). Au VII<sup>e</sup> siècle après Jésus Christ, l'art de la cotonnade des Peulhs s'est rependu en Afrique occidentale par deux axes :

- d'une part, une migration vers l'Ouest en direction du Mont Guidimakha, afin d'atteindre ensuite les peuples côtiers Wolof, Serer et Toucouleur ;
- et d'autre part une deuxième extension dans la boucle du Niger qui devint l'épicentre de diffusion du tissage, atteignant progressivement les populations Bambara, Dogon et Haoussa, et rejoignant ainsi le peuple Mossi.

En Haute Volta, l'activité saisonnière de tissage de coton a été pendant longtemps le seul fait des hommes avec pour finalité de produire des vêtements non seulement pour cacher la nudité des populations mais aussi pour servir d'apparats lors des rites coutumiers et de symbole de prestige dans les sociétés traditionnelles.



*Figure 1: tisserand voltaïque*

Le métier de tissage, grâce aux missions d'évangélisations chrétiennes, deviendra une activité féminine dans les 1956-1957, grâce aux religieuses de la congrégation de l'Immaculée Conception. Ce sont ces religieuses qui vont introduire les premiers métiers à tisser à usage féminin, conçu en fer et possédant deux pédales par opposition à l'ancien qui était fait en bois. Ce métier connaîtra un franc succès et a été amélioré au fil des ans par les artisans soudeurs qui ont travaillé à améliorer sa maniabilité et sa fiabilité.



*Figure 2: métier à tisser en bois*



*Figure 3: métier à tisser en fer*

A côté de ces métiers de conception traditionnelle, l'ONUDI a introduit au début des années 2000 un métier à bande large permettant de produire du danfani ayant la même largeur que les pagnes imprimés rencontrés sur le marché. La production de ce type de métier a pour avantage de faciliter le travail de confection, n'obligeant pas les couturiers de passer par l'assemblage des bandes (10cm à 40 voir 60cm) avant la coupe.

Au regard de ce qui précède, le défi majeur du « textile traditionnel africain » pour divers usages et en particulier en milieu scolaire », réside au-delà de la question de rendre disponible le fil, somme toute aisée à mettre en œuvre, dans la question du tissage. Si à la faveur de la relance de la consommation du « FASO DANFANI » de nombreux ateliers de tissage se sont mis en place, répondre à une nouvelle demande, correspondant à deux (2) fois la production actuelle, suppose multiplier l'offre de danfani par trois (03).

**Cette situation induit l'installation et / ou le renforcement des ateliers existants et surtout de la formation des artisans pour améliorer la qualité du produit et travailler à la standardisation de celui-ci. Cela passe par la formation, le financement des ateliers, l'organisation des acteurs, la production d'équipement nouveau, voir le changement de technologie de production.**

**Relever ce défi va induire la création de nouveaux et nombreux emplois, rémunérés à façon, comme cela se pratique aujourd'hui, entre 250 et 1500 francs CFA par pagne**

produit (enquête courant 2015 du BRMN dans le cadre des activités de l'Organisation Professionnelle des Industries Cotonnières et Textiles – OPICT-). En dehors du secteur du tissage, l'artisanat de la construction métallique et bois pourrait s'en trouver très largement boosté.

A titre illustratif, la seule prise en compte des besoins de tenues scolaires au Burkina Faso, va nécessiter la production de plusieurs milliers de tonnes de fils. En effet, le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur le secteur de l'éducation a révélé que le Burkina Faso comptait au titre de l'année scolaire 2015-2016, quelque **4 693 488 élèves et étudiants**, repartis dans les divers ordres d'enseignement, comme le montre du reste le tableau ci-après :

**Tableau 4** : effectif du milieu scolaire (2015/2016)

| Les ordres d'enseignement             | Effectif         | Répartition |
|---------------------------------------|------------------|-------------|
| Enseignement primaire                 | 2 873 049        | 61,21%      |
| Enseignement secondaire général       | 1 696 623        | 36,15%      |
| Secondaire technique et professionnel | 29 088           | 0,62%       |
| Enseignement supérieur                | 94 728           | 2,02%       |
| <b>Total</b>                          | <b>4 693 488</b> |             |

Source : résultats de l'enquête parlementaire 2017.

A l'image du 8 mars qui a son pagne, depuis la rentrée scolaire 1983-1984, l'uniforme scolaire est devenu une quasi-obligation au niveau de deux ordres d'enseignement au mois (le primaire et le secondaire). Au niveau de l'enseignement supérieur, il a fallu attendre l'ouverture du secteur au privé pour voir apparaître les premiers uniformes pour répondre à un besoin d'identification et d'appartenance des étudiants.

L'uniforme scolaire en FASO DANFANI, est l'un des rares secteurs où l'Etat peut légiférer sans être en désaccord avec les conventions et règles du commerce international et celles régissant le fonctionnement des espaces communautaires UEMOA et CEDEAO, pour peu que les parents d'élèves soient sensibilisés au bien-fondé d'une telle décision.

Aussi la prise d'une telle décision, créera de facto un marché captif pour les quelques 800 milles artisans vivant de la transformation du fil. En outre, comme le montre le tableau ci-après, avec une production potentielle de **6 608 655 pagnes**, qui viendront s'ajouter au marché actuel du pagne tissé, il faudrait produire environ 4300 tonnes de fils retord, correspondant à multiplier par 2 l'offre actuelle de fil retord de la Filature du SAHEL, et partant porter le niveau de transformation du coton burkinabè à **10 milles tonnes**, soit environ **5% de la fibre produite** (base campagne 2017-2018).

Au-delà des revenus que cela va générer pour la filature, la transformation de 10 milles tonnes de fibre en fil pour l'artisanat national, va procurer ne serait-ce que pour l'habillement des scolaires et étudiants, 29 444 161 500 francs CFA suivant l'hypothèse de travail répertorié dans le tableau. Si l'on harmonisait le prix d'achat du pagne aux tisseuses à 3 500 francs le pagne, hypothèse basse, et 5 000 francs CFA, l'hypothèse



haute, l'obligation du port du Faso DANFANI au primaire va générer un chiffre d'affaires compris entre **23 130 292 500 et 33 043 275 000 francs CFA**. Ce chiffre d'affaires moyen est plus qu'appréciable surtout quand on sait que l'achat du fil coûtera 15,03 milliards de francs CFA au prix moyen de 3 500 francs CFA le kilogramme (prix maximal aujourd'hui pratiqué sur le marché).

Le tableau suivant récapitule les effectifs de scolaires et l'énorme potentiel qu'ils représentent en matière de marché du fil.

Tableau 5 : Marché potentiel du fil pour habiller les scolaires

|                                       | Pagnes / scolaire | Nombre de scolaires | Nombres de pagnes | Prix unitaire moyen | Montant total         |
|---------------------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|---------------------|-----------------------|
| Enseignement primaire                 | 1                 | 2 873 049           | 2 873 049         | 3 500               | 10 055 671 500        |
| Enseignement secondaire général       | 2                 | 1 696 623           | 3 393 246         | 5 000               | 16 966 230 000        |
| Secondaire technique et professionnel | 2                 | 29 088              | 58 176            | 5 000               | 290 880 000           |
| Enseignement supérieur                | 3                 | 94 728              | 284 184           | 7 500               | 2 131 380 000         |
| <b>Total</b>                          |                   | <b>4 693 488</b>    | <b>6 608 655</b>  |                     | <b>29 444 161 500</b> |

Source : Construction des auteurs

En prenant en compte les données ci-dessus répertoriées, on arrive à une marge brute comprise entre 8,096 milliards 18,004 milliards de francs CFA.

En faisant le choix de cette démonstration, nous espérons attirer l'attention de tous sur la nécessité de produire et de consommer burkinabè. Cet exemple des tenues scolaires pour lesquelles chaque année les établissements et les associations de parent d'élèves enrichissent les économies asiatiques, pendant que dans le même temps nous sommes les premiers à dire que l'état ne fait rien pour créer suffisamment d'emplois. Imaginons un seul instant que cette disposition puisse être étendu aux tenues d'apparat, pour les corps constitués, que toutes les manifestations nationales fassent l'objet de l'obligation de porter du FASO DANFANI, ce n'est pas seulement 800 milles emplois que le secteur va générer mais 2 à 3 millions d'emplois directs et bien plus si l'on prend en compte la confection.

### *c. Le défi de la confection*

Le secteur de la confection habillement est le fait de couturiers et autres tailleurs installés dans toutes les villes du Burkina. De formation plus ou moins complète, issue de centres spécialisés tenus par les religieuses catholiques dans un premier temps et par le CNSS dans les villes de Bobo Dioulasso et de Ouagadougou, ces centres se sont démultipliés au début des années 2000 avec la mise en œuvre de la politique nationale de formation professionnelle.

Cette nouvelle dynamique couplée au retour massif de nombreux artisans tailleurs, formés en Côte d'Ivoire, à la faveur de la crise socio-politique intervenue dans ce pays en 2002 a fait que la confection à partir du Danfani ou du pagne imprimé est en plein boom. Cependant la quasi-totalité des acteurs de cette nouvelles dynamique interviennent dans le secteur informel, sans véritable organisation.

Ils investissent ainsi entre **100 milles et 2 millions de francs CFA** dans l'acquisition des machines et l'aménagement des ateliers de confection.

La gouvernance de ces unités de production est de type familial avec un chef d'atelier ou d'entreprise qui emploie des ouvriers spécialisés payés à la tâche, et dont très peu sont mensualisés, et des apprentis qui restent entre 6 mois et 1 an en moyenne pour apprendre les rudiments du métier afin de pouvoir s'installer à leur propre compte.

La principale contrainte de ce secteur réside dans **la faible qualification des acteurs** malgré la mise en œuvre par l'Etat et ses partenaires au développement (ONG...) d'importants programmes d'acquisition de connaissance.

A ce besoin, commun à l'ensemble du secteur de l'artisanat, il faut **ajouter la question de l'accès aux ressources pour financer l'investissement** de mise à l'échelle et l'exploitation, dans une perspective de l'instauration du DANFANI comme tenue de cérémonie et de commémoration au Burkina Faso.

Face à cette difficulté de mobilisation des ressources financières dans ce secteur, les acteurs s'adressent à plus de 99% au système financier décentralisé dont les outils sont plus adaptés à la réalité de leur métier. Les 1% restant sont à même de s'adresser aux banques et établissement financiers au regard de la taille de leur activité, qui très souvent associe la formation professionnelle.

Cependant il faut dire que dans leur grande majorité, les acteurs de la confection utilisent leur épargne ou celle de leur famille et/ou amis pour financer l'installation et/ou le développement de leur activité

Pour donc mettre en œuvre le projet d'utilisation du textile africain en milieu scolaire, il va être là aussi important :

- **d'assurer la formation des acteurs pour une standardisation des produits, afin de répondre aux exigences de qualité et de compétitivité de leur production ;**
- **de former et ou aider à la création des corps de métier manquant, parce que ce secteur pêche par son grand amateurisme avec des acteurs « je sais tout et je touche à tout » ;**
- **et de mobiliser des ressources financières pour assurer la mise à niveau technologique des ateliers ;**
- etc.

On ne devrait pas perdre de vue qu'en améliorant ce maillon essentiel du développement du textile africain on pourrait ouvrir de nouvelles perspectives pour l'ensemble de l'artisanat de la confection en exploitant au mieux toutes les opportunités tant sur le continent que vers les Etats Unis (AGOA...).



## 5. Conclusion

En conclusion on peut dire que le secteur du textile africain au Burkina est à la croisée des chemins. Après avoir fait l'expérience des unités intégrées de transformation avec l'ex VOLTEX, qui allait de la filature à l'impression et la production de consommables médicaux, le début des années 2000 a été elle marqué par le début de la spécialisation avec la création de la première filature (FILSAH), produisant du fil, indispensable à la mise en œuvre d'une stratégie de promotion du textile africain.

La crise survenue en Côte d'Ivoire au début de la décennie, a contraint les promoteurs de cette filature et l'Etat à trouver un mode de coopération/collaboration, qui non seulement a permis de sauver cette unité mais aussi et surtout de développer un artisanat local de la transformation qui fait aujourd'hui la fierté du pays.

Le retour au port du « FASO DANFANI », non plus sous la contrainte mais par fierté, constitue un atout certain pour son introduction dans le milieu scolaire.

Au niveau de la confection, le pays est encore en retard malgré de nombreuses initiatives de formations des acteurs, parce que le peu de qualification de la plupart des couturiers et autres tailleurs en constitue le principal handicap et pourrait si l'on y remédie compromettre la mise en œuvre réussie de l'initiative.

A cette faible qualification, il faut ajouter leur niveau d'équipement, situation similaire dans le sous-secteur du tissage, parce que l'autre goulot d'étranglement pourrait être la capacité des tisserands et tisseuses à offrir les étoffes dont la confection aura besoin.

### *a. Recommandations*

Au terme de cette présentation sur le textile africain en milieu scolaire, nous pensons pouvoir formuler quelques recommandations fortes, comme :

- **la poursuite du soutien de l'Etat au secteur de la transformation du coton à travers (i) l'assainissement des relations entre producteurs et sociétés cotonnières, (ii) l'octroi de subvention de l'Etat à l'achat de la fibre et de l'électricité pour les sociétés de transformation de la fibre** et cela en droite ligne des recommandations de l'agenda coton textile de l'UEMOA, (iii) et enfin **le soutien à la spécialisation des sites industriels** (filature, tissage, impression...) ce qui devrait améliorer la création de valeur ajoutée, assurer le dynamisme et contribuer afin de disposer d'une filière de transformation intégrée du coton, ce qui permettrait l'atteinte de la vision de la prospective coton 2025 qui est de faire de la filière coton le moteur du développement ;
- la formation des acteurs sur chaque maillon de la chaîne de valeur de la filière, par la création de centre de formation qualifiante, diplômante ou professionnelle, selon les besoins ;
- la facilitation de l'accès au financement des acteurs en amont de la filature pour permettre la mise à niveau des ateliers de tissage et de confection.

### *3. Orientations stratégiques pour booster les investissements productifs*

Pour mettre en œuvre ces recommandations, il faudra mobiliser des ressources financières relativement importantes, mais l'Etat pourrait d'ores et déjà faciliter l'investissement dans le secteur de la transformation en exonérant tous les biens d'équipement.

Il pourrait en outre faciliter l'implantation des unités de transformation en construisant des parcs industriels dédiés au secteur ce qui devrait faciliter les implantations en exonérant les promoteurs d'investissements dans l'immobilier où le retour sur investissement est relativement long. La mutualisation des autres infrastructures de soutien et/ou de conseil aux investisseurs permettrait de booster le secteur.